

Cahier des Clauses Administratives Particulières

ACCORDS-CADRES FOURNITURE DE MOBILIERS DE BUREAU ET D'EQUIPEMENTS DIVERS ASSOCIES

Réf. marché : CCIR-DRA-2025-68

Accord-cadre de Fournitures



ARTICLE 1.	NOM ET ADRESSE DE L'ACHETEUR PUBLIC	Erreur ! Signet non défini.
ARTICLE 2.	OBJET DE LA CONSULTATION	3
ARTICLE 3.	DISPOSITIONS GENERALES DE LA CONSULTATION.....	Erreur ! Signet non défini.
ARTICLE 4.	VARIANTES – p.S.E - OPTIONS	Erreur ! Signet non défini.
ARTICLE 5.	CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION des entreprises	Erreur ! Signet non défini.
ARTICLE 6.	DOCUMENTS A FOURNIR PAR LE CANDIDAT.....	Erreur ! Signet non défini.
ARTICLE 7.	ANALYSE DES CANDIDATURES ET DES OFFRES.....	Erreur ! Signet non défini.
ARTICLE 8.	CONDITIONS D'ENVOI ET DE REMISE DES OFFRES	Erreur ! Signet non défini.
ARTICLE 9.	ATTRIBUTION ET NOTIFICATION DES RESULTATS	Erreur ! Signet non défini.
ARTICLE 10.	RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES	Erreur ! Signet non défini.
ARTICLE 11.	PREVENTION DES CONFLITS D'INTERETS - INGERENCE.....	Erreur ! Signet non défini.
ARTICLE 12.	VOIES DE RECOURS.....	Erreur ! Signet non défini.

ARTICLE 1. OBJET DU CONTRAT

Le présent contrat a pour objet la fourniture de mobiliers de bureau et d'équipements divers associés.

Le détail des prestations à réaliser figure au CCTP propre à chaque lot.

Le lieu d'exécution des prestations est le territoire de la région Hauts-de-France – les adresses figurent dans le document dédié « Liste des lieux de livraison par territoire ».

ARTICLE 2. INTERVENANTS

2.1. Représentation de l'acheteur

CCI de région Hauts-de-France

299 BOULEVARD DE LEEDS
CS 90028
59031 LILLE CEDEX

Représentée par son Président, ou toute personne ayant eu une délégation préalable.

Le/les interlocuteurs techniques du représentant du pouvoir adjudicateur sont désignés au titulaire lors de la notification du marché public (nom, prénom, n° téléphone, adresse et adresse électronique valide). Ce/ces interlocuteurs réceptionnent les demandes du titulaire et suivent l'exécution des prestations. Ces échanges ne sont pas contractuels. Si ces interlocuteurs changent, le représentant de l'acheteur en avertit immédiatement le titulaire.

L'ordonnateur est le Président de la CCI de région Hauts-de-France dont l'adresse est indiquée ci-dessus.

2.2. Représentation du titulaire

Dès la notification du marché, le titulaire du marché indique le nom et les coordonnées professionnelles d'un interlocuteur unique (la personne chargée de le représenter pour l'exécution des prestations et du suivi administratif).

2.3. Sous-traitance

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution d'une partie des prestations du contrat après acceptation du sous-traitant par l'acheteur.

Le titulaire remet à l'acheteur une déclaration de sous-traitance (formulaire DC4 téléchargeable sur <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires>) remplie et signée par le sous-traitant et le titulaire, comportant la nature et le montant des prestations sous-traitées ainsi que les conditions de paiement.

Cette déclaration s'accompagne des documents attestant des capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant ainsi que de sa régularité fiscale et sociale.

Le sous-traitant a droit au paiement direct si le montant sous-traité est supérieur à 600 euros TTC.

Le titulaire demeure responsable de la bonne exécution des prestations prévues au contrat et du respect de toutes les autres obligations du contrat. Il apporte aux sous-traitants toutes les informations utiles pour garantir la bonne exécution du contrat.

2.4. Co-traitance

Si le contrat est conclu avec un groupement conjoint, le mandataire du groupement est solidaire de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du représentant de l'acheteur pour l'exécution des bons de commande.

ARTICLE 3. DOCUMENTS

3.1. Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG, les pièces constitutives de chaque marché (lot) sont les suivantes par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) ;
- Le bordereau des prix unitaires (BPU) de l'accord-cadre initial et faisant figurer les taux de remise consenti sur les articles du catalogue du fournisseur ;
- Le ou les catalogues du titulaire comprenant les tarifs publics pratiqués ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales Fournitures courantes et services (arrêté du 30 mars 2021) dans sa version en vigueur au lancement de la consultation ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs ;
- Les actes d'exécution et modificatifs contractualisés en phase d'exécution ;
- L'offre technique du titulaire ;
- Les marchés subséquents conclus sur la base de l'accord-cadre initial.

Les documents conservés dans les archives de l'acheteur font seuls foi.

Le titulaire ne peut se prévaloir, dans l'exercice de sa mission, d'une quelconque ignorance des textes énumérés ci-dessus, des lois, décrets, arrêtés, règlements, circulaires, de tous les textes administratifs nationaux ou locaux et, d'une manière générale, de tout texte et de toute la réglementation intéressant son activité pour l'exécution du présent marché.

Les pièces contractuelles prévalent sur les conditions générales de vente du titulaire.

3.2. Pièces non contractuelles

Le contrat est constitué des documents non contractuels suivants :

- La liste des lieux de livraison par territoire.

ARTICLE 4. STRUCTURE ET FORME CONTRACTUELLES

4.1. Décomposition de la prestation et forme contractuelle

Les prestations du présent contrat sont composées comme suit en trois (3) lots :

- Lot n° 1 : Fourniture de mobiliers de bureau et équipements divers associés,
- Lot n° 2 : Fourniture de mobiliers de bureau ergonomiques et équipements divers associés,
- Lot n° 3 : Aménagement d'espaces en mobiliers de bureau et équipements divers associés.

Pour les lots 1 et 2 : La forme retenue pour l'exécution contractuelle est des accords-cadres mono-attributaires à marchés subséquents sans montant minimum annuel et avec un montant maximum annuel, en application des articles R. 2162-2, R. 2162-4 2° et R. 2162-7, R. 2162-8 et R. 2162-10 à R. 2162-12 du Code de la commande publique.

Pour le lot 3 : La forme retenue pour l'exécution contractuelle est un accord-cadre multi-attributaire à marchés subséquents sans montant minimum annuel et avec un montant maximum annuel, en application des articles R. 2162-2, R. 2162-4 2° et R. 2162-7 à R. 2162-9 et R. 2162-11 à R. 2162-12 du Code de la commande publique.

Les montants des accords-cadres sont fixés selon les limites de commande annuelle suivantes :

Intitulé du lot	Montants des accords-cadres
Lot n° 1 : Fourniture de mobiliers de bureau et équipements divers associés	- sans montant minimum ; - et avec un montant maximum de 200 000 € HT, soit 240 000 € TTC.
Lot n° 2 : Fourniture de mobiliers de bureau ergonomiques et équipements divers associés	- sans montant minimum ; - et avec un montant maximum de 50 000 € HT, soit 60 000 € TTC.
Lot n° 3 : Aménagement d'espaces en mobiliers de bureau et équipements divers associés	- sans montant minimum ; - et avec un montant maximum de 70 000 € HT, soit 84 000 € TTC.

Aucune valeur minimale de commande ne pourra être exigée par les titulaires.

Les prestations ne sont pas décomposées en tranches.

4.2. Nature de la prestation

Les prestations relèvent d'un contrat de fournitures courantes.

4.3. Multi-attribution

Le contrat (lot 3) est conclu avec plusieurs opérateurs économiques - sous réserve de disposer d'un nombre d'offres suffisant lors de la procédure de passation, le contrat a été attribué à cinq (5) opérateurs économiques maximum.

4.4. Non-exclusivité

S'agissant du lot n° 3 uniquement :

- En cas d'opération de travaux, entendue en tant qu'opération de réhabilitation, de rénovation ou de construction neuve, de bâtiment ou d'infrastructure ;
- En cas d'acquisition d'un bâtiment ou d'une infrastructure ;
- En cas de déménagement.

Il est en convenu entre l'acheteur et les titulaires de l'accord-cadre que la CCI se réserve la possibilité de ne pas recourir à l'accord-cadre susmentionné pour répondre aux besoins définis ci-dessus et de mettre en place une procédure de mise en concurrence en conformité avec le code de la commande publique.

Il est entendu que les titulaires du présent accord-cadre auront également la possibilité de déposer une offre dans le cadre de cette procédure de mise en concurrence.

Au surplus des précédentes dispositions et s'agissant de l'ensemble des lots :

L'acheteur se réserve la possibilité de faire application de la présente clause de non-exclusivité de l'accord-cadre initial, dans le cas où, dans le cadre d'une consultation pour la passation d'un marché subséquent, le titulaire (lots 1 et 2) ou l'ensemble des titulaires (lot 3) fait part, en raison de circonstances exceptionnelles, de son/leur incapacité à répondre à une demande.

Dans ce cadre, le ou les titulaires devront justifier, par écrit, et avec précision, les motifs qui ne leur permettent pas d'assurer leur obligation contractuelle de réponse aux consultations, dans le délai de 48h ouvrés maximum suivant la réception de la lettre de consultation du marché subséquent concerné, se prouvant par tout moyen.

De même, en cas d'absence totale de réponse (offres ou justifications écrites de l'impossibilité de réponse mentionnée ci-avant) de la part du titulaire (lots 1 et 2) ou l'ensemble des titulaires (lot 3) dans le cadre d'une consultation pour la passation d'un marché subséquent, après le délai requis dans la lettre de consultation (date limite de réception des

offres), l'acheteur se réserve la possibilité d'appliquer la présente clause, sans qu'il soit nécessaire que l'acheteur effectue une relance.

En outre, dans le cadre d'une consultation pour la passation d'un marché subséquent et dans le cas où l'ensemble des offres remises par les titulaires sont considérées irrégulières, inappropriées ou inacceptables, l'acheteur se réserve la possibilité d'appliquer la présente clause de non-exclusivité. Les titulaires ayant déposé une offre en seront informés dans les conditions de l'article 14.1 du présent CCP.

Les présentes dispositions s'appliquent nonobstant celles prévues à l'article 12.1 du présent CCP relatives à la résiliation pour faute de l'accord-cadre initial.

ARTICLE 5. DUREE CONTRACTUELLE ET DELAIS D'EXECUTION

5.1. Durée de l'accord-cadre initial

L'accord-cadre initial est conclu pour une durée de douze mois consécutifs à compter de sa notification.

L'accord-cadre initial est reconductible trois (3) fois maximum de manière tacite pour une période de douze (12) mois, soit une durée globale de quarante-huit (48) mois maximum. Cela s'applique à tous les lots.

En cas de non-reconduction, le titulaire concerné se verra notifier une décision par voie expresse au minimum 2 mois avant la date anniversaire du contrat. Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

La reconduction intervient :

- Au plus tôt à compter de la date de notification du marché subséquent qui provoque le dépassement du montant maximum périodique,
- Au plus tard au terme d'un délai d'un an à compter de la date de notification de l'accord-cadre initial.

Si le montant maximum est atteint avant la date anniversaire du renouvellement de l'accord-cadre initial, la périodicité suivante pourra débuter par anticipation à une date convenue entre les 2 parties par le biais d'une modification.

Si le montant maximum de la dernière périodicité est atteint avant le terme du marché, l'accord-cadre initial prend fin de plein droit.

L'exécution des marchés subséquents peut être postérieure à la date d'échéance de l'accord-cadre durant un délai de 3 mois maximum sans toutefois que cette prolongation de l'exécution soit de nature à méconnaître l'obligation de remise en concurrence périodique du titulaire de l'accord-cadre.

5.2. Délais d'exécution de l'accord-cadre initial

Chaque titulaire est tenu de transmettre les documents de suivi en matière environnementale (statistiques et BPU mis à jour) prévus à l'article 8.6.3 du présent CCAP dans les délais suivants :

- en janvier de l'année N+1 pour l'année N ;
- quinze jours calendaires après la demande de transmission de l'acheteur en cas de demande ponctuelle.

Cf. article 14.2.4 s'agissant des délais d'exécution des marchés subséquents.

5.3. Prolongation du délai d'exécution / de livraison

Les titulaires doivent signaler immédiatement à l'acheteur, par courriel, les causes échappant à leur responsabilité qui font obstacle à l'exécution du marché subséquent dans le délai imparti, ainsi que la date à laquelle ces dernières sont apparues.

Par dérogation à l'article 13.3.2 du CCAG-FCS, pour pouvoir bénéficier de cette prolongation du délai d'exécution, le titulaire doit signaler au représentant du pouvoir adjudicateur, par courriel ou par lettre recommandée avec avis de réception, les causes échappant à sa responsabilité qui font obstacle à l'exécution du marché subséquent dans le délai de 7 jours calendaires à compter de la date à laquelle sont apparues ces causes ainsi que la date à laquelle ces dernières sont apparues. Il formule en même temps une demande motivée de prolongation du délai d'exécution des prestations et indique au représentant du pouvoir adjudicateur la durée de la prolongation demandée, si elle est connue.

Le représentant de l'acheteur dispose d'un délai de 15 jours calendaires à compter de la réception de cette demande pour notifier sa décision au titulaire. En complément de l'article 13.3.3 du CCAG-FCS, en l'absence de réponse dans ce délai, la demande du titulaire est réputée acceptée pour la durée demandée.

ARTICLE 6. PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT

6.1. Nature des prix

Les prix du marché public sont hors TVA. Il sera appliqué le taux de TVA en vigueur au moment du fait générateur.

Tous les prix donnés dans l'offre sont présentés hors taxes et toutes taxes avec spécification de celles-ci ou de l'exonération de ces taxes le cas échéant.

Le marché public est conclu en euros. L'accord cadre est traité à 2 chiffres après la virgule maximum.

Pour les lots 1 et 2 :

Pour les mobiliers de bureau et les équipements divers « standards » :

Les prestations sont réglées par application des prix unitaires dont le montant est indiqué au bordereau des prix unitaires (BPU) de l'accord-cadre initial, ou au BPU du marché subséquent (ou devis), appliqués aux quantités réellement commandées et livrées et au prorata temporis le cas échéant.

Etant précisé que les prix définis à l'accord-cadre initial constituent des prix plafonds et les prix définis dans les marchés subséquents ne pourront être supérieurs aux prix plafonds révisés, le cas échéant, de l'accord-cadre initial. Aucun marché subséquent ne pourra être émis sur la base de prix ne respectant pas cette disposition.

Pour les mobiliers de bureau et les équipements divers « hors standards » :

Les prestations sont réglées par application des prix unitaires dont le montant est indiqué dans chaque catalogue de l'accord-cadre initial et au marché subséquent, auxquels est appliqué la remise en pourcentage telle que définie au bordereau des prix unitaires de l'accord-cadre initial pour le catalogue concerné, applicables aux quantités réellement commandées et livrées, et au prorata temporis le cas échéant.

Concernant le pourcentage de remise sur les prix catalogues, ce prix s'entend comme un minimum de remise à faire valoir lors de chaque marché subséquent. Le taux de remise consenti est ferme pour la durée totale de l'accord-cadre.

Pour le lot 3 :

Pour les mobiliers de bureau et les équipements divers « standards » :

Les prestations sont réglées par application des prix unitaires dont le montant est indiqué au bordereau des prix unitaires (BPU) de l'accord-cadre initial, ou au BPU du marché subséquent (ou devis), appliqués aux quantités réellement commandées et livrées et au prorata temporis le cas échéant.

Etant précisé que les prix définis à l'accord-cadre initial constituent des prix plafonds et les prix définis dans les marchés subséquents ne pourront être supérieurs aux prix plafonds révisés, le cas échéant, de l'accord-cadre initial. Aucun marché subséquent ne pourra être émis sur la base de prix ne respectant pas cette disposition.

Pour les mobiliers de bureau et les équipements divers « hors standards » :

Les prestations sont réglées par application des prix unitaires dont le montant est indiqué dans chaque catalogue de l'accord-cadre initial et selon les prix unitaires proposés dans chaque marché subséquent, appliqués aux quantités réellement commandées et livrées et au prorata temporis le cas échéant.

Etant précisé que les prix définis à l'accord-cadre initial constituent des prix plafonds et les prix définis dans les marchés subséquents ne pourront être supérieurs aux prix plafonds révisés, le cas échéant, de l'accord-cadre initial. Aucun marché subséquent ne pourra être émis sur la base de prix ne respectant pas cette disposition.

Etant précisé que pour chaque lot, la définition des mobiliers et équipements divers « standards » ou « hors standards » est donnée dans le CCTP propre à chaque lot.

6.2. Contenu des prix

Les prix du contrat comprennent :

- les dépenses nécessaires à l'exécution des prestations prévues au contrat ;
- les charges fiscales et autres charges éventuelles qui frappent les prestations ;
- les frais éventuels de conditionnement, stockage, emballage, assurance et transport ;
- les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Les prix s'entendent frais de livraison / déplacement inclus, franco de port, et comprennent également l'emballage, le matériel déchargé, mis à l'étage, assemblé (si nécessaire), mis en place sur le lieu d'utilisation et évacuation des emballages, sur l'ensemble des territoires de la CCI de région Hauts-de-France, quelles que soient les contraintes d'accessibilité au(x) site(s) du bénéficiaire (mise à l'étage des produits sans ascenseur, accès interdit aux gros porteurs, etc.), garanties et service après-vente, ainsi que les obligations relatives à la pérennité. De même, l'essai des équipements dans le cadre du lot n° 2 (cf. article IV du CCTP du lot n° 2) ne font pas l'objet d'un coût supplémentaire.

Aucun surcoût de quel qu'ordre que ce soit ne sera accepté par l'acheteur.

6.3. Variation des prix

Les prix de l'accord-cadre initial sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise de l'offre par le titulaire ; ce mois est appelé « mois zéro ».

S'agissant des prix issus du bordereau des prix unitaires de l'accord-cadre initial :

Les prix de l'accord-cadre initial ont définitifs et révisables suivant les modalités ci-dessous :

Les prix du contrat sont révisables semestriellement.

L'indice de référence I retenu est : Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 31.01 – Meubles de bureau et de magasin – Prix de marché – Base 2021 – Données mensuelles brutes – Identifiant 01076426 – publié sur le site Internet de l'INSEE (<https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/010764262>).

La première révision pourra intervenir six (6) mois après la date de notification du marché, selon la formule suivante :

$$P = P_0 \times (I_{m-4}/I_0)$$

Dans laquelle :

Pr = prix révisé

Po = prix initial du contrat

I = indice ou index de référence défini ci-dessus

I0 = valeur de l'indice ou index au mois M0

Im-4 = valeur de l'indice ou index à la date anniversaire de révisions moins 4 mois

La date anniversaire est la date de notification du marché.

Quand l'indice ou index n'est pas connu, une révision provisoire s'applique sur la base de la dernière référence connue de l'indice ou index. La révision définitive intervient au plus tard dans les 3 mois après la date de publication des indices ou index.

En cas de disparition de l'indice ou index choisi et, si un nouvel indice ou index était publié afin de se substituer à celui actuellement en vigueur, la variation du prix se trouverait de plein droit indexée sur ce nouvel indice et le passage de l'ancien indice au nouveau s'effectuerait en utilisant le coefficient de raccordement nécessaire.

Dans le cas où l'indice choisi ne peut être appliqué du fait de l'absence d'indice ou index de remplacement, les parties conviendraient de lui substituer un indice similaire choisi d'un commun accord par une modification de contrat.

En cas de sujétions imprévues rendant inappropriée l'utilisation exclusive de l'indice de révision initial, les parties conviendraient d'intégrer un indice supplémentaire choisi d'un commun accord par une modification de contrat.

Dans le cas où il conviendrait de faire évoluer la périodicité de la révision en cours d'exécution, le cas échéant, les parties pourront convenir d'une modification de contrat.

Le coefficient de variation obtenu est arrondi à 3 décimales au millième supérieur.

S'agissant des prix issus des catalogues de l'accord-cadre initial :

Les prix sont définitifs et révisibles par ajustement à chaque modification du tarif ou du catalogue du titulaire selon les modalités ci-dessous :

Les catalogues mobiliers sont fermes et définitifs jusqu'à expiration du catalogue correspondant.

A chaque modification du tarif ou du catalogue, le titulaire doit communiquer par tout moyen permettant de donner date certaine à la transmission au représentant du pouvoir adjudicateur son nouveau tarif ou catalogue dans un délai de minimum 1 mois précédant le début de la nouvelle période à exécuter. Il doit justifier des hausses ou des baisses pratiquées.

Le représentant du pouvoir adjudicateur dispose alors d'un mois pour se prononcer et se réserve le droit de résilier le marché public sans indemnité dans le cas où la variation de prix serait supérieure à 5 %/an.

Le silence passé ce délai vaut acceptation tacite de l'ajustement.

L'ajustement prend effet à compter de l'acceptation expresse ou tacite du représentant du pouvoir adjudicateur et tiendra compte le cas échéant du taux de remise pratiqué au moment de la remise des prix. Il sera applicable aux prestations réalisées après cette date.

6.4. Initiative du calcul de la variation des prix

La demande de révision des prix doit émaner du titulaire du marché. La demande doit être formulée par écrit et envoyée à la Direction des Achats par mail (achats@hautsdefrance.cci.fr) à minima deux (2) mois avant la date anniversaire du contrat.

La mise à jour des prix doit faire apparaître le détail de chaque étape du calcul et la valeur retenue pour chaque indice ou index.

Le pouvoir adjudicateur peut soit accepter la demande soit demander au titulaire de revoir sa formule de révision de prix en cas de désaccord. La notification au titulaire se fera soit par courrier soit par mail.

En aucun cas, une révision des prix à la hausse pourra être appliquée sans avoir été préalablement validée par la Direction des Achats.

6.5. Clause butoir et de sauvegarde

L'évolution des prix résultant de la clause de variation des prix est limitée à 5 % par année. En cas de dépassement de ce butoir, les parties pourront convenir de son évolution par voie d'avenant, dans les conditions de l'article 8.7 du présent CCAP. Si les prix des prestations venaient, lors des ajustements pratiqués, à dépasser l'augmentation de 3% par an fixée ci-dessus, il serait fait application de ce butoir pour déterminer les nouveaux prix du marché.

En complément et par dérogation à l'article 40.1 du CCAG, si la hausse des prix excède le butoir défini ci-dessus sur une période de douze (12) mois, le contrat pourra être résilié par l'acheteur, sans mise en demeure préalable et sans que le titulaire puisse prétendre à indemnité.

6.6. Offres promotionnelles

En cours d'exécution, les prix figurant au contrat peuvent temporairement évoluer à la baisse dans le cadre des offres de prix promotionnelles que le titulaire propose à l'ensemble de sa clientèle.

Le titulaire s'engage à informer l'acheteur par tout moyen de ces offres promotionnelles, lui permettant de donner une date d'effet certaine, la durée de validité de la promotion et lui donnant toutes les précisions utiles et notamment la désignation précise des produits concernés. Ce tarif est annexé au contrat et constitue une pièce justificative nécessaire au comptable. La baisse de prix s'applique aux commandes émises pendant toute la durée de la promotion. La facture intégrant des prix promotionnels fait explicitement référence au tarif promotionnel.

En aucun cas les offres promotionnelles ne doivent entraîner une diminution de la qualité des produits ou des services associés par rapport aux conditions définies au contrat. En-dehors des périodes de promotion, les prix applicables sont ceux définis au contrat. Les promotions peuvent également consister en une augmentation des quantités ou à une augmentation de la qualité du produit pour un prix identique.

6.7. Taux de remises

Les taux de remise sur le(s) catalogue(s) sont inscrit(s) dans le BPU de l'accord-cadre initial. Ces remises sont valables pour toute la durée de l'accord-cadre initial, reconductions comprises, ainsi qu'aux marchés subséquents, et s'appliquent à chaque nouvelle édition du catalogue ou de la liste tarifaire.

6.8. Catalogues

Le titulaire fournit, sans frais, pour chaque service utilisateur, un catalogue / support informatique / plateforme avec ses tarifs publics.

Le catalogue informatique est privilégié.

Les rabais proposés dans le BPU de l'accord-cadre initial « taux de remise catalogue » sont appliqués à ce tarif général du fournisseur pour les commandes. Les additifs ou modificatifs aux catalogues sont systématiquement et gracieusement remis à chaque parution, en autant d'exemplaires que **nécessaire**. La voie informatique reste privilégiée.

Le titulaire a la possibilité, durant la période d'exécution du contrat de faire évoluer les gammes (cas par exemple d'un produit non renouvelé ou remplacé par le fabricant) ou d'ajouter de nouvelles références.

Le titulaire s'oblige à accorder à ces évolutions de produits les mêmes garanties que celles prévues aux cahiers des charges et à observer les mêmes délais de livraison.

Le titulaire est tenu d'informer le pouvoir adjudicateur par tout moyen de la nature et de l'importance des changements devant intervenir sur leurs produits ou dans la gamme de produits. De même, sera considéré comme faisant partie du contrat, tout nouvel article que le titulaire du marché pourrait ajouter à son catalogue pendant la durée du marché.

Le catalogue est applicable dans le cas où le mobilier ou l'équipement requis, survenant lors du besoin, n'est pas intégré dans le BPU de l'accord-cadre initial. Le catalogue couvre les besoins hors BPU de l'accord-cadre initial.

6.9. Frais de coordination

En cas de groupement conjoint, la rémunération du mandataire pour sa mission de coordination est incluse dans le prix de ses prestations.

En cas de sous-traitance, les prix du contrat couvrent sans surcoût les frais de coordination et de contrôle des sous-traitants ainsi que les conséquences de leurs défaillances éventuelles.

6.10. TVA

Les demandes de paiement sont adressées en montant HT et TTC.

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du Code général des impôts.

Le marché public est conclu en euros.

ARTICLE 7. CONDITIONS DE PAIEMENT

7.1. Délai de paiement

Les sommes dues au titulaire seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement ou du service fait si celui-ci est postérieur à la date de réception de la demande de paiement. En cas de dépassement du délai de paiement, des intérêts moratoires sont versés au titulaire.

7.2. Régime des paiements

Les modalités de paiement des marchés publics subséquents seront définies comme suit, en fonction de la forme et de la durée.

En cas de marchés subséquents dont la durée d'exécution est supérieure à 3 mois :

Les prestations du contrat sont réglées par acompte, sur présentation des demandes de paiement par le titulaire, selon la répartition suivante : acomptes mensuels.

À la suite de la notification de la réception des prestations, le titulaire remet à l'acheteur une demande de paiement correspondant au paiement du solde indiquant les prestations réellement exécutées.

En cas de marchés subséquents dont la durée d'exécution est inférieure ou égale à 3 mois :

Une demande de paiement pour solde doit être établie par le titulaire après admission de l'intégralité des prestations prévues au marché subséquent.

7.3. Facturation

La facturation sera effectuée sur le portail Chorus Pro.

Les factures seront établies en un original portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- La désignation des parties contractantes du marché (Titulaire et Pouvoir Adjudicateur) ;
- Nom et prénoms, s'il s'agit d'une personne physique, ou raison sociale complète, s'il s'agit d'une personne morale ;
- Les références du marché
- Le numéro du bon de commande
- Le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement ;
- La date, le lieu, les prestations exécutées,
- Le montant hors T.V.A. de la prestation exécutée ;
- Le taux et le montant de la T.V.A. ;
- Le montant à payer,

A défaut de trouver ces renseignements sur les factures, ces dernières seront retournées et le règlement ne pourra être effectué. Le paiement interviendra 30 jours au plus tard après la réception et validation de la facture complète et conforme aux prestations exécutées.

CHORUS PRO :

Ce portail mis à disposition par l'Etat permet de déposer et suivre le paiement des factures électroniques ; il est accessible depuis : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Les factures dématérialisées pourront être déposées (avec signature électronique ou non) ou saisies directement dans le respect des conditions d'utilisation de Chorus.

Les modalités précises d'utilisation seront signifiées au titulaire.

Dispositions applicables en matière de facturation électronique :

Outre les mentions légales, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, le numéro de l'engagement généré par le système d'information financière et comptable de l'entité publique ;
- 5° Le code d'identification du service en charge du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- 11° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Elles comportent également le numéro d'identité de l'émetteur (ou à défaut, son identifiant) et celui du destinataire de la facture.

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro.

Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Important :

Sans indication du numéro de commande émis par la CCI de région HAUTS-DE-FRANCE, les factures ne pourront pas être traitées et devront être retournées au titulaire du marché.

7.4. Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, la demande de paiement est obligatoirement répartie entre les membres du groupement. Par dérogation à l'article 12.1.2 du CCAG, en cas de groupement solidaire, la demande de paiement peut être répartie entre les membres du groupement ; la demande de paiement globale présentée par le mandataire au représentant du pouvoir adjudicateur précise alors le montant ou le % des prestations effectuées par chacun des cotraitants, au regard de la répartition fixée au marché public.

La notion de groupements d'entreprises n'existe pas dans Chorus pro. Chaque membre doit disposer d'une structure et d'un identifiant propres pour pouvoir émettre ses factures. Le mandataire vise la demande pour la transmission vers le représentant du pouvoir adjudicateur.

La signature de la demande de paiement par le mandataire vaut acceptation par celui-ci du montant à payer à chacun des cotraitants, compte tenu des modalités de répartition des paiements prévues dans le marché public.

7.5. Paiement direct des sous-traitants

Le titulaire peut sous-traiter certaines parties de son contrat, à condition d'avoir obtenu de l'acheteur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

Il fournit à cet effet un acte spécial dûment complété (formulaire DC4) et produire les éléments suivants pour chaque sous-traitant présenté pendant l'exécution du contrat :

- les certificats et attestations des articles R2143-6 à R2143-10 du Code de la Commande Publique,
- un sous-détail des prix comportant les éléments de décomposition de ses prix le cas échéant,
- une attestation d'assurances comme indiquée à l'article "Assurance" du présent cahier en vigueur au moment de l'intervention du sous-traitant le cas échéant,
- un relevé d'identité bancaire ou BIC ou IBAN,
- les documents relatifs au pouvoir de la personne habilitée à engager le sous-traitant,
- les capacités professionnelles du sous-traitant le cas échéant,
- toutes justifications permettant de vérifier que le sous-traitant s'est acquitté de ses obligations mentionnées aux articles L8222-1 et L8222-4 du code du travail.

Le Titulaire dispose d'un délai de quinze jours à compter de la signature de l'accusé réception ou du récépissé pour donner son accord ou notifier un refus, d'une part, au sous-traitant et, d'autre part, à l'acheteur ou à la personne désignée par lui dans le marché.

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellé au nom de l'acheteur au Titulaire du marché, sous pli recommandé avec accusé réception, ou la dépose auprès du Titulaire contre récépissé.

Le Titulaire dispose d'un délai de quinze jours à compter de la signature de l'accusé réception ou du récépissé pour donner son accord ou notifier un refus, d'une part, au sous-traitant et, d'autre part, à l'acheteur ou à la personne désignée par lui dans le marché.

Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement à l'acheteur ou à la personne désignée par lui dans le marché, accompagnée des factures et de l'accusé réception ou du récépissé attestant que le Titulaire a bien reçu la demande ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé.

La demande de paiement du sous-traitant est envoyée à l'adresse suivante :

CCI DE REGION HAUTS-DE-FRANCE
TSA 11540
59040 LILLE CEDEX

L'acheteur ou la personne désignée par lui dans le marché adresse sans délai au Titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant.

L'acheteur informe le Titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

Le Titulaire joint en double exemplaire au projet de décompte une attestation indiquant la somme à régler par le représentant de la personne publique à chaque sous-traitant concerné, cette somme tient compte d'une éventuelle révision des prix prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la TVA.

En cas de groupement, si le cotraitant qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire, ce dernier doit signer également l'attestation.

Il incombe au maître d'ouvrage, lorsqu'il a connaissance de l'exécution, par le sous-traitant, de prestations excédant celles prévues par l'acte spécial et conduisant au dépassement du montant maximum des sommes à lui verser par paiement direct, de mettre en demeure le titulaire du marché ou le sous-traitant de prendre toute mesure utile pour mettre fin à cette situation ou pour la régulariser, à charge pour le titulaire du marché, le cas échéant, de solliciter la modification de l'exemplaire unique ou du certificat de cessibilité et celle de l'acte spécial afin de tenir compte d'une nouvelle répartition des prestations avec le sous-traitant.

Conseil d'Etat, 2 décembre 2019, Département du Nord, req. n°422307, publié aux Tables.

7.6. Avance

L'option B de l'article 11 du CCAG s'applique.

A défaut de fixation des modalités relatives aux avances dans les marchés subséquents, les dispositions fixées ci-dessous s'y appliquent.

Sauf renoncement, une avance est prévue si le montant du marché subséquent est supérieur à 50 000 € HT et le délai d'exécution supérieur à 2 mois. Le montant de cette avance est fixé à 10% du montant initial TTC du marché subséquent.

Le paiement de l'avance intervient sans formalité dans le délai de trente (30) jours compté à partir de la date à laquelle commence à courir le délai contractuel d'exécution.

Le versement de l'avance n'est pas conditionné à la constitution d'une garantie à première demande par le titulaire. L'avance est remboursée entre 65% et 80% d'avancement des prestations.

L'avance est intégralement remboursée lorsque le montant toutes taxes comprises des prestations exécutées atteint le montant de l'avance accordée.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées aux articles R 2193-17 à R 2193-21 du Code de la Commande Publique. Le sous-traitant joint à sa demande de paiement au pouvoir adjudicateur une déclaration du titulaire indiquant le montant des prestations qu'il doit exécuter au cours des 12 mois suivant la date de commencement des prestations.

ARTICLE 8. MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

8.1. Réunion de lancement

Le cas échéant, une réunion de lancement d'une durée d'une (1) heure entre le représentant de la Direction des Achats et les titulaires aura lieu au siège de la CCI de région (299 bd de Leeds – 59000 Lille) après la notification de l'accord-cadre initial.

Son prix est compris dans les prix contractuels de chaque lot.

En outre, et comme précisé ci-après, des réunions pourront être organisées lors de l'exécution des marchés subséquents. Leurs prix seront soit compris, soit définis dans les prix des marchés subséquents, selon ce qui y est prévu.

8.2. Emballage

La qualité des emballages doit être appropriée aux conditions et modalités de transport. Dans la mesure du possible, le titulaire veille à utiliser des contenants réutilisés ou réutilisables, recyclés ou recyclables, à privilégier la livraison en vrac plutôt qu'en unité distincte.

Les emballages restent la propriété du titulaire qui prend en charge leur réutilisation ou recyclage.

Par ailleurs, chaque titulaire s'est engagé dans son offre sur les modalités mises en œuvre pour assurer la récupération et la valorisation des déchets (emballages, protections, plastiques, cartons...), ainsi que sur les mesures proposées pour limiter les déchets.

8.3. Livraison

Les fournitures doivent être livrées dans les conditions décrites au marché subséquent. Au surplus, les modalités suivantes s'appliquent :

La livraison du matériel et sa remise en fin de prestations s'effectueront sur le site décrit au marché subséquent, selon les modalités et horaires qui y sont fixées. Dès réception du marché subséquent (valant bon de commande), le titulaire sélectionné devra contacter le pouvoir adjudicateur afin de convenir de la date de livraison et d'installation qui devra respecter le délai annoncé par le titulaire dans son offre relative au marché subséquent correspondant.

Les fournitures livrées seront obligatoirement accompagnées d'un bon de livraison. Le bon de livraison dressé distinctement pour chaque destinataire ainsi que pour chaque commande comportera les mentions suivantes :

- La date d'expédition
- La référence du marché subséquent
- L'identification du titulaire et du service émetteur
- Le site de livraison
- L'identification des mobiliers et des équipements divers et la quantité livrées

Le titulaire fournit au surplus la documentation visée à l'article II-Pérennité du CCTP.

La livraison est constatée par la délivrance d'un récépissé au titulaire ou par la signature d'un double bulletin de livraison.

Sauf indication contraire, les commandes de ramettes sur palettes seront livrées par camion élévateur muni d'un transpalette. Quand la commande portera sur de petites quantités, les livraisons par colis seront acceptées.

Toute livraison égarée du fait du non-respect du lieu de livraison sera à la charge du titulaire du marché subséquent.

Ce bon de livraison ne vaut pas admission des prestations (cf. article 10.2 du présent CCAP).

Dans l'hypothèse où la livraison ne serait pas concomitante avec l'installation des fournitures par le titulaire, le pouvoir adjudicateur précisera dans chaque marché subséquent si les fournitures doivent être stockées dans les locaux du titulaire ou dans les locaux du pouvoir adjudicateur. Il sera fait application de l'article 20.1 du CCAG-FCS.

Pour le lot 2, concernant le matériel de test, le délai de livraison et d'installation démarre à compter de la réception de la demande par courriel. Un bon de livraison sera également signé.

Le titulaire veille à limiter l'impact environnemental des livraisons et du transport et notamment : éviter la circulation pendant les heures de pointe, transport groupé des marchandises, favoriser les modes de transports les plus respectueux de l'environnement.

Cas des livraisons multiples :

Chaque titulaire doit, dans la mesure du possible, assurer une livraison unique de l'ensemble des mobiliers objet d'un même marché subséquent (valant bon de commande).

Toutefois, lorsque des contraintes logistiques ou de disponibilité des produits l'imposent, la livraison peut être effectuée en plusieurs fois.

Chaque livraison partielle fait l'objet :

- d'un bon de livraison distinct, établi conformément aux prescriptions du présent article ;
- d'une date de livraison qui devra respecter le délai global tel que prévu au marché subséquent (valant bon de commande), étant précisé que le délai global n'est pas prolongé du fait des livraisons échelonnées.

La livraison sera réputée complète à la date de réception de la dernière livraison correspondant au marché subséquent (valant bon de commande) concerné.

L'admission des fournitures interviendra après vérification quantitative et qualitative de l'ensemble des éléments livrés, dans les conditions de l'article 10.1 du présent CCAP.

8.4. Stockage

Le stockage des fournitures est effectué sous la responsabilité du titulaire.

8.5. Transport

Conformément à l'article 20.3 du CCAG Fournitures courantes et services, le transport s'effectue, sous la responsabilité du titulaire, jusqu'au lieu de livraison. Le conditionnement, le chargement, l'arrimage et le déchargement sont effectués sous sa responsabilité.

8.6. Clauses environnementales

8.6.1. Définitions

Pour l'application du présent article, on entend par :

Réemploi : toute opération par laquelle des substances, matières ou produits qui ne sont pas des déchets sont utilisés de nouveau pour un usage identique à celui pour lequel ils avaient été conçus.

Réutilisation : toute opération par laquelle des substances, matières ou produits qui sont devenus des déchets sont utilisés de nouveau.

Recyclage : toute opération de valorisation par laquelle les déchets, y compris les déchets organiques, sont retraités en substances, matières ou produits aux fins de leur fonction initiale ou à d'autres fins. Les opérations de valorisation énergétique des déchets, celles relatives à la conversion des déchets en combustible et les opérations de remblayage ne peuvent pas être qualifiées d'opérations de recyclage.

8.6.2. Proportions minimales à respecter

Afin de limiter le gaspillage et favoriser l'économie circulaire, le titulaire contribue au respect des proportions minimales d'achat de biens issus de l'économie circulaire fixées dans le décret d'application de l'article 58 de la loi n° 2020-105 du 10 février 2020 dite "AGEC".

Le montant annuel hors taxes des mobiliers fournis devra respecter, pour chaque année civile, les proportions minimales suivantes :

Jusqu'au 31 décembre 2026 :

- Acquisition de 20% de biens issus du réemploi ou de la réutilisation ;
- Acquisition de 15% de biens intégrant des matières recyclées.

A compter du 1er janvier 2027 :

- Acquisition de 20% de biens issus du réemploi ou de la réutilisation ;
- Acquisition de 20% de biens intégrant des matières recyclées.

A compter du 1er janvier 2030 :

- Acquisition de 25% de biens issus du réemploi ou de la réutilisation ;
- Acquisition de 25% de biens intégrant des matières recyclées.

Ces taux constituent des seuils minimums qui peuvent être dépassés. Ces pourcentages s'appliquent sur le montant total annuel hors taxes des mobiliers fournis dans le cadre du présent accord-cadre, dès le premier euro.

Ces objectifs pourront être révisés en fonction des évolutions réglementaires applicables, notamment en cas de modification des seuils fixés par la loi ou les décrets d'application.

8.6.3. Suivi et contrôle du respect de l'atteinte des proportions minimales

Chaque titulaire veille ainsi à proposer des références permettant de remplir les objectifs définis ci-avant et doit être en mesure d'en rendre compte.

Dès lors, chaque titulaire devra produire gratuitement, au minimum selon une périodicité annuelle (en janvier de l'année N+1 pour l'année N), ou ponctuellement à la demande de l'acheteur, les statistiques concernant les fournitures vendues, en distinguant les produits issus du réemploi, de la réutilisation, ou intégrant des matières recyclées et en précisant leur proportion exprimée en % du montant total HT de la dépense annuelle.

Les statistiques devront être transmises sur support informatique (fichier Excel exploitable, non protégé). Elles feront apparaître la période de référence, les libellés en toutes lettres, la référence catalogue, la référence fabricant, la quantité livrée, le montant, et le nom du service valideur ainsi que toute situation spécifique (dans la mesure du possible).

Au surplus, le titulaire met à jour annuellement (en janvier de l'année N+1 pour l'année N) le bordereau des prix unitaires (BPU) s'agissant de l'identification des fournitures qui permettent de répondre aux exigences du décret n° 2024-134 du 21 février 2024.

A défaut de fourniture d'un de ces documents (statistiques et BPU mis à jour), le titulaire concerné s'expose à l'application des pénalités prévues au présent CCAP de l'accord-cadre initial.

8.6.4. Taux global minimum des fournitures issues du réemploi ou de la réutilisation ou intégrant des matières recyclées

Chaque titulaire a identifié dans son BPU, lors du dépôt de son offre, les fournitures qui permettent de répondre aux exigences du décret n° 2024-134 du 21 février 2024. Un taux global des fournitures issues du réemploi ou de la réutilisation ou intégrant des matières recyclées est déterminé et inscrit à l'acte d'engagement de l'accord-cadre initial. Ce taux est considéré comme un pourcentage minimum à respecter tout au long de la durée de l'accord-cadre initial. En cas de variation à la baisse de ce pourcentage, le titulaire concerné s'expose à l'application des pénalités prévues au présent CCAP.

8.7. Clause de réexamen

Conformément aux dispositions de l'article R2194-1 du code de la commande publique, l'acheteur prévoit dans le cadre du présent contrat, la clause de réexamen suivante :

Modification du BPU en cas de changement, de disparition d'une référence de produit ou d'ajout d'un prix ou d'un nouveau produit :

En cas de changement d'une référence dans le BPU (cessation de produit, etc.) du contrat, le titulaire en informe le pouvoir adjudicateur et proposera un produit de qualité équivalente pour un coût égal ou inférieur du produit remplacé. Semblablement, en cas de disparition ou de changement d'un bien issu du réemploi ou de la réutilisation ou intégrant des matières recyclées, le titulaire est tenu de proposer une fourniture équivalente et qui permet de répondre aux

exigences du décret n° 2024-134 du 21 février 2024. En outre, en cas de disparition ou de changement d'un bien qui n'est pas issu du réemploi ou de la réutilisation ou intégrant des matières recyclées, le titulaire est encouragé de proposer une fourniture qui permet de répondre aux exigences du décret n° 2024-134 du 21 février 2024. Le titulaire fournira à l'acheteur tout document lui permettant d'apprécier l'équivalence (fiche technique). Le cas échéant, la substitution sera convenue par avenant.

En cas d'évolution technologique d'une fourniture objet du présent contrat ou de l'apparition d'une solution technique innovante, les parties pourront convenir de la substitution de la référence concernée par une autre dont le coût est égal ou inférieur à celui du produit remplacé, même en dérogeant aux prescriptions du cahier des charges. Cette hypothèse de substitution peut être à l'initiative de chacune des parties. Dans le cas où le coût de la référence de remplacement serait supérieur à celui de la référence initiale, celui-ci ne pourra être supérieur à 5% du montant initial du produit remplacé.

La substitution doit être de nature à améliorer les caractéristiques techniques de la référence visée ou réduire les coûts de revient ou l'impact environnemental du processus de fabrication. A cette fin, le titulaire fournira à l'acheteur tout document permettant de justifier le caractère innovant / l'évolution technologique de la référence proposée (attestations, fiches techniques, etc.). La substitution est formalisée par un avenant.

Augmentation du montant maxi de l'accord-cadre :

Lorsque 90 % du maximum du présent accord-cadre ou du lot de l'accord-cadre a été atteint, l'acheteur en informe le ou les titulaires. Dans un délai de quinze (15) jours à compter de ce signalement, les parties échangent sur la possibilité de modifier à la hausse le maximum de l'accord-cadre ou du lot de l'accord-cadre dans la limite de 10 % du maximum initial.

Modification ou ajout de la clause de révision de prix :

En cours d'exécution, si la formule de révision des prix de l'accord-cadre initial, convenue initialement se révèle être inadaptée ou ne permet pas d'opérer la compensation nécessaire, les modifications suivantes pourront être apportées par voie d'avenant :

- le ou les indice.s fixé.s initialement pourront être adaptés
- un ou des indices supplémentaires pourront être ajoutés
- la périodicité des révisions pourra être revue
- toute formule inapplicable pour cause d'erreur matérielle pourra être modifiée pour devenir applicable.

De même, une clause de révision des prix pourra être intégrée, si celle-ci n'était pas prévue initialement.

Clause de sauvegarde

En cas de dépassement du butoir, tel que défini à l'article 6.5 du présent CCAP, les parties pourront convenir de son évolution par voie d'avenant.

Circonstances imprévisibles :

A - Evolution des prix du marché :

En cas de survenance de circonstances imprévisibles occasionnant des difficultés d'exécution en matière financière, le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'appliquer les dispositions suivantes :

Le titulaire doit fournir tout document suffisamment probant attestant de la réalité et de l'étendue des surcoûts supportés (indices INSEE, cours de matières premières, etc. il peut à ce titre fournir une comptabilité analytique détaillant la structure de ses prix) en cas de hausse brutale des cours de certaines matières premières rendant son offre initiale économiquement intenable.

Parmi ces justificatifs, figure obligatoirement la preuve que le titulaire a fait preuve de diligence lors de la commande du matériau concerné dans des délais compatibles avec le respect des délais d'exécution contractuels.

Au regard de ces éléments et justificatifs fournis, et sous réserve de leur complétude, un avenant de révision exceptionnelle d'une durée trimestrielle, semestrielle ou annuelle selon le cas de figure sera conclu afin d'intégrer les tarifs révisés du titulaire. Etant précisé que l'avenant intervient dans un délai 30 jours maximum à compter de la date de réception des justificatifs, pouvant se prouver par tous moyens.

A l'issue de la durée fixée par l'avenant, les prix antérieurs à l'avenant s'appliquent de nouveau.

Si par le biais de l'avenant, le titulaire bénéficie d'un trop perçu, un nouvel avenant viendra formaliser la somme à restituer à l'acheteur.

B - Prolongation de la durée / Exonération ou modération des pénalités

En cas d'événements particuliers, cas de rupture ou de difficultés d'approvisionnement rendant impossible le respect des délais d'exécution contractuels pour des raisons extérieures au titulaire, en application de l'article R. 2194-1 du code de la commande publique, l'acheteur pourra décider de prolonger le(s) délai(s) d'exécution et / ou de modérer ou d'annuler les pénalités de retard associées, dans les conditions suivantes :

Dans un délai de quinze jours calendaires au maximum suivant la survenance de l'événement visé au premier alinéa, le titulaire fournit à l'acheteur, par courriel avec demande d'avis de réception ou par tout moyen permettant de déterminer avec précision la date de sa réception, un document démontrant les causes faisant obstacle à l'exécution du délai contractuel. A cette occasion, il indique également la durée de la prolongation sollicitée.

Pour l'exonération ou la modération des pénalités, il indiquera le montant qu'il souhaite voir appliqué.

Cela n'est envisageable que pour les bons de commande, les prestations en cours d'exécution.

La mise en œuvre de la présente clause relève de la seule décision de l'acheteur.

C - Ajout de prestations liées à des circonstances imprévisibles

Dans le cadre d'événements particuliers, localisés ou non, comme des attentats, des catastrophes naturelles ou industrielles, des pandémies ou épidémies, il peut être exigé du titulaire l'application de mesures transitoires de prévention et de sécurité.

L'acheteur transmet les consignes particulières à appliquer et leur durée d'application au titulaire qui ne peut pas les refuser.

Dans le cas où ces mesures engendreraient des adaptations de délais ou des coûts supplémentaires, le titulaire demande leur prise en charge par l'acheteur en produisant tous les justificatifs appropriés. Le cas échéant, un acte modificatif est établi si les prix du contrat doivent être réévalués ou si ces mesures engendrent un nouveau prix.

En cas de désaccord sur les conséquences financières, la résiliation du contrat pour événements extérieurs peut être prononcée par l'acheteur, sans indemnité pour le titulaire.

En cas de défaillance du mandataire du groupement titulaire lors de l'exécution contractuelle :

Les membres du groupement disposent d'un délai de huit (8) jours à compter de la date de réception de la notification de la mise en demeure envoyée par le représentant du pouvoir adjudicateur pour désigner un remplaçant à ce dernier. En cas d'acceptation du représentant du pouvoir adjudicateur, un acte modificatif sera passé sur cette base afin de modifier le marché public. Cette modification sera notifiée au nouveau mandataire et aux cotraitants. A défaut, le marché public sera résilié.

8.8. Documentation et documents à fournir à la livraison

Le titulaire s'engage à fournir une documentation en langue française sans supplément de prix.

Le titulaire fournira, lors de la livraison des fournitures :

- la preuve que les fournitures livrées répondent aux exigences des normes qui s'appliquent à celles-ci
- l'ensemble des documents techniques (notices, modes d'emploi...) nécessaires au bon fonctionnement des fournitures considérées, y compris la documentation requise au titre de la pérennité (cf. article II des CCTP).

8.9. Utilisation des résultats

Conformément à l'article 37.2.1 du CCAG, les résultats obtenus dans le cadre des prestations font l'objet d'une cession à titre non exclusif au profit de l'acheteur. Le titulaire peut utiliser les résultats pour ses propres besoins y compris à des fins commerciales.

Toutefois une cession à titre exclusif est appliquée aux aspects de l'étude qui portent sur l'identité de l'acheteur, la promotion de ses missions de services publics et sur des données confidentielles.

8.10. Restitution de documents

En cas de besoin, l'acheteur met à la disposition du titulaire les documents en sa possession nécessaires à la réalisation des missions ou lui facilite l'obtention des informations et renseignements dont il pourrait avoir besoin.

Tous les documents qui auront ainsi été mis à disposition devront être remis au représentant de la personne publique, en fin de mission.

8.11. Pérennité

En complément des dispositions relatives à la pérennité, au sein de l'article II des CCTP, la pérennité sur laquelle s'engage les titulaires s'entend comme une obligation de résultat.

A ce titre, les mobiliers et équipements objet du présent accord-cadre doivent rester utilisables durant toute la durée sur laquelle se sont engagés les titulaires. Aussi, les obligations relatives à la pérennité des mobiliers et équipements subsistent après la fin du marché subséquent concerné et/ou de l'accord-cadre initial, indépendamment de la durée d'exécution du marché.

Chaque titulaire garantit la disponibilité des pièces détachées nécessaires à l'entretien et à la réparation des mobiliers pendant la durée de pérennité, sans coût supplémentaire pour l'acheteur.

En cas de demande de fourniture d'une pièce détachée au titre de la pérennité, le titulaire s'engage à fournir la pièce détachée dans un délai maximum de 45 jours calendaires. Si le titulaire concerné se trouve dans l'impossibilité de fournir la pièce de remplacement dans le délai prescrit, il en informe l'acheteur sans délai. Dans ce cas, l'acheteur pourra convenir d'accorder un délai supplémentaire, par écrit.

En cas de dépassement du délai pour la fourniture de la pièce détachée, le titulaire s'expose à l'application des pénalités prévues au présent CCAP.

ARTICLE 9. OBLIGATIONS ET CONTRAINTES

9.1. Niveau d'obligation

Le titulaire est soumis à une obligation générale de résultat. Celle-ci s'impose au titulaire dans l'exécution de ses engagements contractuels et pour l'intégralité des prestations décrites au contrat. Le titulaire s'engage à exécuter les prestations et à remettre les livrables associés avec le niveau de compétence professionnelle requis pour ce type de prestations, à consacrer tous les moyens humains et matériels nécessaires à sa bonne exécution, ainsi qu'à coopérer de bonne foi avec l'ensemble des intervenants amenés à participer au contrat.

Les résultats à atteindre sont décrits dans le CCTP propre à chaque lot.

9.2. Obligation de discrétion

Le titulaire est tenu de maintenir confidentiels tous renseignements et documents qui lui sont communiqués dans le cadre du contrat et de ne pas les utiliser, divulguer et/ou reproduire. Le titulaire s'engage à faire respecter cette obligation par ses collaborateurs ou par ses sous-traitants éventuels.

Tout manquement à cette obligation pourra conduire à la résiliation du contrat et ce, par dérogation à l'article 41.2 du CCAG, sans mise en demeure et sans indemnités, sans préjudice des dommages et intérêts et de toutes les pénalités qui pourraient être infligées au titulaire du fait des indiscrétions commises.

9.3. Connaissance des éléments afférents à l'exécution contractuelle

Le titulaire est réputé :

- avoir apprécié exactement la nature, l'importance et les particularités de ce qui est demandé,
- s'être entouré de tous les renseignements complémentaires éventuels auprès du représentant de la personne publique.

Le Titulaire s'engage à n'élever aucune protestation sur les réserves ci-dessus énoncées.

9.4. Devoir d'information et de conseil

Chaque titulaire est tenu à une obligation générale d'information et de conseil à l'égard de l'acheteur. A ce titre, ils l'avisent de toute modification réglementaire applicable aux prestations objet du contrat et de tout autre élément susceptible d'affecter ses conditions d'exécution.

Chaque titulaire, en sa qualité de professionnel du domaine objet du contrat, s'engage à communiquer à l'acheteur dans les meilleurs délais, les alertes et mises en garde, notamment en cas de retard, de difficultés majeures ou de tout événement susceptible d'impacter le projet.

Enfin, chaque titulaire est tenu de notifier à l'acheteur les modifications survenant au cours de l'exécution du contrat et qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- A la forme juridique sous laquelle il exerce son activité, à sa raison sociale ou sa dénomination ;
- A son adresse, son siège social ou à l'adresse d'exécution des prestations ;
- Aux renseignements qu'il a communiqués pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

9.5. Assurances

Le titulaire souscrit une assurance de responsabilité civile professionnelle permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de du maître d'ouvrage et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages, causés aux personnes ou aux biens par l'exécution des prestations, avant et après réception des travaux.

Le titulaire doit justifier dans un délai de quinze jours à compter de la notification du contrat et avant tout début d'exécution de celui-ci qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie. Celle-ci précise la nature des risques couverts et les montants de garantie qui doivent être adaptés aux caractéristiques des travaux objet du contrat.

À tout moment durant l'exécution le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation dans un délai de 15 jours à compter de la réception de la demande de l'acheteur. A défaut, le contrat pourra être résilié après mise en demeure préalable, dans les conditions de l'article 41.1 du CCAG.

9.6. Garantie

Par dérogation à l'article 33 du CCAG-FCS, **Pour les lots 1 et 2 : s'agissant des mobiliers de bureau et les équipements divers « standards »**, le titulaire s'est engagé dans son offre sur le délai de garantie dans le BPU de l'accord-cadre initial, qui ne peut être inférieur à un an.

En dehors de ces mobiliers de bureau et les équipements divers « standards », et tous lots confondus, le titulaire s'engage dans son marché subséquent offre sur le délai de garantie, qui ne peut être inférieur à un an.

Le point de départ du délai de garantie est la date d'admission des fournitures.

Au titre de cette garantie, le titulaire s'oblige à remettre en état ou à remplacer à ses frais la partie de la prestation qui serait reconnue défectueuse, exception faite du cas où la défectuosité serait imputable à l'acheteur.

Cette garantie couvre également les frais de déplacement de personnel, de conditionnement, d'emballage et de transport de matériel nécessités par la remise en état ou le remplacement, qu'il soit procédé à ces opérations au lieu d'utilisation de la prestation ou que le titulaire ait obtenu que la fourniture soit renvoyée à cette fin dans ses locaux.

Lorsque, pendant la remise en état, la privation de jouissance entraîne pour l'acheteur un préjudice, celui-ci peut exiger un matériel de remplacement équivalent.

Le délai dont dispose le titulaire pour effectuer une mise au point ou une réparation qui lui est demandée est fixé dans le mémoire technique du titulaire au titre du service après-vente.

Pendant le délai de garantie, le titulaire doit exécuter les réparations qui lui sont prescrites par l'acheteur. Il peut en demander le règlement s'il justifie que la mise en jeu de la garantie n'est pas fondée.

Si, à l'expiration du délai de garantie, le titulaire n'a pas procédé aux remises en état prescrites, ce délai est prolongé jusqu'à l'exécution complète des remises en état.

ARTICLE 10. CONTROLE DES PRESTATIONS

10.1. Opérations de vérification quantitatives et qualitatives

Les prestations sont soumises à des vérifications quantitatives et qualitatives simples, destinées à constater qu'elles répondent aux stipulations de l'accord-cadre initial et du marché subséquent, dans les conditions prévues aux articles 27 et 28 du CCAG-FCS. Etant précisé qu'en cas de livraisons multiples pour une seule commande, chaque livraison fait l'objet d'une réception et d'une décision (admission, ajournement, réfaction ou rejet) distinctes.

L'acheteur effectue ces vérifications à l'issue de la livraison des fournitures. Si aucune décision n'est notifiée, le service est réputé admis à la fin de la période constatée.

Si la quantité réalisée n'est pas conforme, l'acheteur peut décider de les accepter en l'état, mettre le titulaire en demeure de compléter la prestation de service dans le délai qu'il prescrit.

En cas de non-conformité entre la quantité réalisé et l'attestation de service fait, l'attestation est rectifiée et signée par les personnes en charge du service pour le titulaire et de la vérification pour l'acheteur.

Si les prestations de service ne sont pas conformes, elles sont refusées et doivent être rectifiées immédiatement par le titulaire sur demande de l'acheteur. L'acheteur peut toutefois accepter la prestation qui contient des défauts ou ne respectent pas toutes les prescriptions du cahier des charges, avec réfaction du prix.

A l'issue des opérations de vérification qualitative, l'acheteur prend une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet dans les conditions prévues à l'article 30 du CCAG-FCS.

10.2. Admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet

Toute fourniture non conforme fait l'objet de réserves portées à la connaissance du titulaire et donne lieu à une décision d'ajournement, de réfaction de prix ou de rejet partiel ou total.

En cas de rejet, la décision est prise après que le titulaire ou son représentant aura été entendu. Le titulaire est tenu de procéder à la livraison des fournitures dans les conditions et délai initiaux.

Les fournitures feront l'objet de réserves en cas de non-conformité aux spécifications du présent contrat, constatée au moment des opérations de vérifications.

10.3. Personnes en charge des vérifications des prestations

Les personnes chargées de la vérification quantitative et qualitative des prestations réalisées par le titulaire sont les représentants de l'acheteur, désignés dans chaque marché subséquent.

10.4. Garantie de continuité des prestations

Le titulaire s'engage à ce que son personnel et celui de ses sous-traitants chargés de la réalisation des prestations prévues au contrat disposent d'un niveau de formation et de qualification adapté aux exigences du contrat. En conséquence le titulaire doit :

- Constituer des équipes de personnels formés et compétents ;
- Veiller et contrôler le maintien et à la disponibilité des compétences ;
- Maintenir une forte réactivité, notamment en adaptant très rapidement la composition de ses équipes en cas de difficulté ou de montée en charge.

Le titulaire s'engage à assurer la stabilité et le niveau de compétence de ses équipes pendant toute la durée du contrat. Si le taux de rotation du personnel du titulaire exécutant les prestations lui apparaît excessif, l'acheteur peut demander la justification et les actions proposées afin d'en réduire le caractère excessif.

Dans le cas où le titulaire fait intervenir un stagiaire, celui-ci doit disposer d'une convention de stage avec le titulaire et une structure diplômante ainsi que d'un maître de stage désigné. Pour la réalisation des prestations les salariés du titulaire demeurent sous la seule autorité et le pouvoir hiérarchique de leur employeur. L'acheteur ne peut en aucun cas se substituer au titulaire qui doit assumer l'ensemble de ses responsabilités et obligations d'employeur. À ce titre, le titulaire communique à l'acheteur l'identité du responsable hiérarchique des salariés qui réalise les prestations prévues au contrat.

ARTICLE 11. PENALITES

11.1. Modalités d'application des pénalités pour retard

Conformément à l'article 14.1.1 du CCAG, les pénalités s'appliquent après que le titulaire a été invité à émettre des observations préalables.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG, aucun montant plafond spécifique de pénalité pour retard n'est prévu au contrat.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG, les pénalités pour retard s'appliquent dès le premier euro.

11.2. Pénalités pour retard

En cas de non-respect des prescriptions contractuelles (accord-cadre initial et/ou marché subséquent) dans le cadre de l'exécution du contrat, et par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG, le titulaire encourt les pénalités suivantes :

Pénalités	Fait générateur et mode de calcul
Pénalité pour retard dans les délais de livraison	Il est appliqué une pénalité de 50 € par jour calendaire, en cas de dépassement des délais d'exécution des prestations, constaté par le représentant de l'acheteur.
Pénalité pour retard – Service après-vente	En cas de non-respect de la part d'un titulaire du délai fixé dans le mémoire technique pour effectuer une mise au point ou une réparation qui lui est demandée au titre du service après-vente, il est appliqué une pénalité de 30 € par jour calendaire.
Pénalité pour retard dans la transmission des documents de suivi en matière environnementale (article 8.6.3 du présent CCAP)	En cas de retard dans la transmission des documents de suivi en matière environnementale (statistiques et BPU mis à jour) prévus à l'article 8.6.3 du présent CCAP, soit au-delà de trente jours calendaires après le 1 ^{er} janvier de l'année N+1 pour l'année N et quinze jours calendaires après la demande de transmission de l'acheteur en cas de demande ponctuelle, il est appliqué une pénalité de 200 € par document concerné.
Pénalité pour retard (hors cas précédents)	En dehors des cas visés précédemment, en cas de retard, le titulaire s'expose à une pénalité forfaitaire de 150 €.

Etant précisé que les pénalités ci-dessus définies, sont cumulables.

11.3. Autres pénalités

Pénalités	Fait générateur et mode de calcul
Pénalités en cas de baisse du taux global des fournitures issues du réemploi ou de la réutilisation ou intégrant des matières recyclées	En cas de baisse du taux global des fournitures issues du réemploi ou de la réutilisation ou intégrant des matières recyclées, tel que déterminé et inscrit à l'acte d'engagement de l'accord-cadre initial, constaté lors des opérations de suivi, le titulaire concerné s'expose à l'application d'une pénalité de 200 € HT.
Pénalités en cas de manquement relatif à la pérennité des mobiliers et équipements	En cas de manquement à ses obligations relatives à la pérennité des mobiliers et équipements, le titulaire

	s'expose à l'apposition d'une pénalité forfaitaire de 100 € HT.
Pénalités en cas de manquements aux obligations contractuelles (en dehors des autres cas expressément cités au présent article)	En cas de manquement à ses obligations contractuelles par le titulaire, hors cas de force majeure et en dehors des autres hypothèses expressément prévues au présent article, le titulaire concerné s'expose à une pénalité forfaitaire de 150 € HT par manquement.
Pénalités relatives au non-respect de la législation sociale	Conformément à l'article L8222-6 du code du travail, le titulaire qui ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L8221-3 à L8221-5 du même code, se verra appliquer des pénalités égale à 10% du montant du marché, sans toutefois excéder la somme de 45 000€, dans l'hypothèse prévue à l'article L8224-1 du code du travail, et la somme de 75 000€, dans celle à l'article L8224-2 du même code.

Les pénalités sont cumulables et s'appliquent sans mise en demeure sur simple constat de l'acheteur.

ARTICLE 12. RESILIATION, SANCTIONS ET FIN DU CONTRAT

12.1. Résiliation pour faute de l'accord-cadre initial :

En cas d'inobservation d'une clause de l'accord-cadre initial, d'exécution défaillante d'un ou de plusieurs marchés subséquents, ou en cas de résiliation d'un marché subséquent pour faute d'un titulaire, le pouvoir adjudicateur peut résilier le présent accord-cadre aux torts du titulaire concerné.

De même, en cas d'absence de réponse à une consultation pour un marché subséquent plus de trois (3) fois au cours d'une période de douze (12) mois consécutifs, sans qu'aucune justification ne soit apportée, l'acheteur se réserve la possibilité de résilier l'accord-cadre aux torts du titulaire concerné et après mise en demeure restée sans effet pour les motifs prévus à l'article 41.1 du CCAG.

Cette résiliation ne donne droit à aucune indemnisation du titulaire et n'éteint pas l'action éventuelle de l'acheteur en réparation des préjudices causés par la faute du titulaire.

12.2. Résiliation pour motif d'intérêt général de l'accord-cadre initial :

L'accord-cadre initial peut être résilié par le pouvoir adjudicateur pour motif d'intérêt général, en l'absence de faute des titulaires, la décision étant signifiée par lettre recommandée avec avis de réception.

La date de résiliation est celle mentionnée à la décision.

Par dérogation à l'article 42 du CCAG-FCS, cette résiliation ne donne pas droit à une indemnité de résiliation, le présent accord-cadre initial ne prévoyant pas de minimum de commande.

Les titulaires peuvent également être indemnisés des investissements et frais engagés pour l'exécution du contrat et non pris en compte dans le montant des prestations réglées. A cette fin, les titulaires fourniront tous les justificatifs utiles pour apprécier l'indemnité.

12.3. Exécution de la prestation aux frais et risques des titulaires :

Les dispositions de l'article 45 du CCAG-FCS s'appliquent. En cas de non-exécution ou mauvaise exécution des prestations prévues à l'accord-cadre initial et des marchés subséquents, après mise en demeure restée sans effet, ou en cas de décision de résiliation du contrat et si cette décision le mentionne, l'acheteur peut faire procéder par un tiers

à l'exécution des prestations, aux frais et risques du titulaire concerné. Cette décision est notifiée au titulaire par l'acheteur.

Le contrat passé avec le tiers est transmis au titulaire concerné pour information. Ce dernier ne peut pas prendre part à l'exécution de ce contrat de substitution mais est tenu de fournir toutes les informations utiles à sa bonne exécution.

L'augmentation des dépenses par rapport au prix du présent contrat est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

12.4. Redressement et liquidation judiciaire

En cas de redressement ou de liquidation judiciaire, le titulaire concerné notifiera sans délai à l'acheteur le jugement instituant cette procédure. Il en va de même de tout jugement ou de toute décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre initial et des marchés subéquents.

En cas de redressement judiciaire, l'acheteur adressera à l'administrateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du contrat, dans des conditions permettant un bon déroulement de la prestation.

En cas de liquidation judiciaire, l'acheteur prononcera la résiliation du contrat sauf si le jugement autorise expressément le maintien de l'activité de l'entreprise.

12.5. Tribunal compétent

En cas de litige le tribunal compétent est le suivant

Tribunal Administratif de Lille
5 rue Geoffroy Saint-Hilaire CS 62039
59014 Lille
Téléphone : 03 59 54 23 42

Courriel : greffe.ta-lille@juradm.fr

Télécopie : 03 59 54 24 45

Site internet : <http://lille.tribunal-administratif.fr/>

Le tribunal peut être saisi par l'application informatique « télerecours citoyens » accessible par le site www.telerecours.fr ».

Les recours peuvent être déposés sur <https://www.telerecours.fr/> ou adressés par courrier.

ARTICLE 13. NORMES EN VIGUEUR ET TRAITEMENT RGPD

Les prestations effectuées dans le cadre du marché devront respecter l'ensemble des normes françaises, européennes et internationales en vigueur lui correspondant.

En cas d'évolution de la réglementation, le titulaire est tenu de se mettre en conformité avec les nouvelles dispositions, à compter de leur date d'effet.

En complément de l'article 5.2 du CCAG-PI, il est précisé que lors de l'exécution du présent marché, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 (ci-après dénommé « R.G.P.D. »), ainsi que la loi 2018-493 relative à la protection des données personnelles du 20 juin 2018.

Le titulaire est assimilé au titre du présent marché public à un sous-traitant au sens de l'article 28 du règlement susvisé. A ce titre, dans le cas où il traite des données à caractère personnel, le titulaire s'engage notamment à :

- traiter les données uniquement pour la ou les seule(s) finalité(s) qui fait/ont l'objet du marché public ;
- traiter les données conformément aux instructions de la C.C.I.

Si le titulaire considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen sur la protection des données ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relative à la protection des données, il en informe immédiatement la C.C.I.

Si le titulaire est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'Etat membre auquel il est soumis, il doit informer la C.C.I. de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public ;

- garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent marché public ;
- veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu du présent marché public :
 - o s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité ;
 - o reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel ;
- prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut ;
- ne pas recruter un sous-traitant sans l'autorisation écrite préalable, spécifique ou générale de la C.C.I. ;
- prendre toutes les mesures requises en matière de sécurité des données telles qu'imposées par l'article 32 du R.G.P.D. ;
- supprimer ou renvoyer ces données, selon les instructions de la C.C.I. ;
- mettre à la disposition de la C.C.I. toutes les informations nécessaires pour démontrer le respect des obligations prévues à l'article 28 du R.G.P.D. et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par le responsable du traitement de la C.C.I. ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

ARTICLE 14. STIPULATIONS RELATIVES AUX MARCHES SUBSEQUENTS

14.1. Objet et forme des marchés subséquents

L'acheteur fixe dans les documents particuliers l'objet spécifique à chaque marché subséquent.

Le marché public subséquent prend la forme d'un marché simple, soit d'un accord-cadre mono-attributaire exécuté par bons de commande.

En cas d'accord-cadre à bons de commande :

Le montant minimum et/ou le montant maximum seront précisés dans les pièces propres au marché public subséquent.

En cas de marché simple :

Le montant sera précisé dans les pièces propres du marché public subséquent.

Les présentes clauses s'appliquent à tous les marchés publics subséquents passés au titre du présent accord-cadre initial. Elles sont complétées par les clauses fixées dans les pièces propres au marché public subséquent.

14.1.1. Lieux d'exécution :

Le lieu d'exécution des prestations est défini dans le marché subséquent.

14.1.2. Pièces contractuelles et non contractuelles des marchés subséquents :

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG, le marché subséquent est constitué des documents énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement de l'accord-cadre initial ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) de l'accord-cadre initial ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) de l'accord-cadre initial ;
- Le bordereau des prix unitaires (BPU) / liste des quantités estimées (BPU/LQE) de l'accord-cadre initial, pour la partie BPU et faisant figurer le taux de remise consenti sur les articles du catalogue du fournisseur ;
- Le ou les catalogues du titulaire comprenant les tarifs publics pratiqués ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales Fournitures courantes et services (arrêté du 30 mars 2021) dans sa version en vigueur au lancement de la consultation ;
- Le contrat / projet du marché subséquent (bon de commande sous la forme d'un marché subséquent) et ses annexes éventuelles ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs ;
- Le cas échéant, l'offre technique et/ou financière du titulaire ;
- Les actes d'exécution et modificatifs contractualisés en phase d'exécution.

Le cas échéant, le contrat du marché subséquent définit les pièces non contractuelles.

14.2. Conditions d'exécution des marchés subséquents

14.2.1. Critères d'attribution des marchés subséquents :

S'agissant du lot n° 3 :

Dans le respect de l'article R2162-10 du Code de la commande publique, les conditions de la mise en concurrence pour la passation des marchés subséquents sont définies comme suit :

L'attribution sera effectuée dans les conditions prévues aux articles R.2152-1, R.2152-2, R.2152-6 à R.2152-8, R.2152-11 et R.2152-12 du Code de la commande publique.

L'acheteur éliminera les offres inappropriées, inacceptables et celles qui demeurent irrégulières.

Les offres conformes seront analysées selon les modalités suivantes et classées par ordre décroissant par application des critères suivants, selon la nature des salons ou de leurs spécificités :

- **Prix pondéré entre 20 et 70 points** – La note maximale sera attribuée à l'offre la moins disante.
- **Valeur technique pondérée entre 20 et 70 points** – Les sous-critères et la sous-pondération associés seront précisés dans les documents de consultation de chaque marché subséquent et pourront comporter les éléments suivants :
 - *Qualité technique et fonctionnelle du mobilier et des équipements divers proposés*
 - *Adéquation, pertinence et qualité de la proposition d'aménagement / solution d'aménagement*
 - *Qualité des délais de livraison et d'installation maximum pour le mobilier et les équipements divers*
 - *Qualité du délai de garantie des équipements et mobiliers « hors standard » (qui ne peut être inférieur à un an - cf. article 9.6 du présent CCAP)*
 - *Qualité des délais de pérennité des équipements et mobiliers « hors standard » (qui ne peut être inférieur à deux ans - cf. article II du CCTP)*
 - *Qualité de la variété des gammes proposées pour les mobiliers et les équipements divers*

- *Qualité et pertinence de la méthodologie de réalisation des prestations proposée pour les besoins du marché subséquent*
- **Qualité de la démarche environnementale proposée** pondérée entre **5 et 15 points** – Les sous-critères et la sous-pondération associés seront précisés dans les documents de consultation de chaque marché subséquent et pourront comporter les éléments suivants :
 - *La pertinence des modalités mises en œuvre par le soumissionnaire pour assurer la récupération et la valorisation des déchets (emballages, protections, plastiques, cartons...) et qualité des mesures proposées pour limiter les déchets*
 - *Qualité du taux global des mobiliers et équipements issus du réemploi ou de la réutilisation ou intégrant des matières recyclées*

La pondération exacte des critères en % et les sous-critères seront communiqués dans chaque marché subséquent, lors de la remise en concurrence, dans les documents de consultation.

14.2.2. Modalités de mise en concurrence :

S'agissant des lots n° 1 et 2 :

Conformément à l'article R2162-9 du Code de la commande publique, les marchés subséquents sont attribués dans les conditions fixées par le présent accord-cadre.

Pendant la durée de l'accord-cadre initial, chaque marché public subséquent conclu sur la base de cet accord-cadre initial est attribué après consultation du titulaire, lors de la survenance du besoin.

Cette consultation ne peut en aucun cas modifier substantiellement les caractéristiques de l'offre initiale ni l'objet de l'accord-cadre initial.

À la survenance d'un besoin, le pouvoir adjudicateur adresse au titulaire du présent accord-cadre initial une demande de devis par courriel au titulaire de l'accord-cadre en mentionnant les besoins et les postes de prix du Bordereau de Prix Unitaires (BPU) de l'accord-cadre initial ou catalogues concernés. Sur la base des prix unitaires plafonds référencés par le titulaire dans son BPU ou les prix catalogues et taux de remises associés (taux de remise énoncé dans le BPU), le titulaire remettra un devis détaillé avec une proposition financière et technique en précisant le délai de garantie des équipements et mobiliers « hors standard » (qui ne peut être inférieur à un an - cf. article 9.6 du présent CCAP) et les fiches techniques des mobiliers et équipements divers proposés.

La lettre de consultation (sous forme d'un mail) précisera les modalités de la consultation et la date limite de réception des propositions techniques et financières.

Le délai de réponse sera précisé par la CCI de région Hauts-de-France, en fonction de la nature et de l'importance du besoin, et démarre à compter de la réception de la lettre de consultation (sous forme d'un mail).

Le titulaire de l'accord-cadre initial est tenu de déposer une offre conforme, notamment aux clauses et prix fixés à l'accord-cadre initial, à chaque consultation dans le délai requis. A défaut de remise d'une offre dans les délais prescrits et

Le titulaire devra faire apparaître clairement dans chacune de ses réponses à un marché subséquent, le pourcentage de remise catalogue accordée par mobilier proposé.

En dehors de ces mobiliers de bureau et les équipements divers « standards », et tous lots confondus, le titulaire s'engage dans son offre sur le délai de garantie (exprimé en années), qui ne peut être inférieur à un an (cf. article 9.6 du présent CCAP).

En dehors de ces mobiliers de bureau et les équipements divers « standards », le titulaire s'engage dans son marché subséquent lors du dépôt de son offre sur le délai de pérennité (exprimé en années), qui ne peut être inférieur à deux ans (cf. article II du CCTP).

Les offres devront parvenir au service demandeur, aux noms et coordonnées indiqués dans la lettre de consultation (sous forme d'un mail), ainsi que selon les formes et modalités qui y sont indiquées.

En cas d'acceptation de l'offre du titulaire (soit hors cas de déclaration sans suite de la procédure de passation du marché subséquent concerné), le représentant du pouvoir adjudicateur transmet le marché subséquent (sous la forme d'un bon de commande) au titulaire.

S'agissant du lot n° 3 :

Pendant la durée de l'accord-cadre initial, chaque marché public subséquent conclu sur la base de cet accord-cadre initial est attribué après consultation des titulaires, lors de la survenance du besoin. Les titulaires seront informés de la remise en concurrence par courriel, qui pourra être accompagné d'un cahier des charges, d'un schéma d'implantation ou d'un descriptif du besoin (cf. article IV du CCTP du lot n° 3). La lettre de consultation (pouvant être sous forme de courriel) précisera les modalités de la consultation et la date limite de réception des propositions techniques et financières.

Les titulaires de l'accord-cadre devront remettre leur offre selon les modalités indiquées. Le délai de réponse sera adapté en fonction de l'importance du besoin et de la nécessité ou non d'une visite de site qui pourra être obligatoire ou préconisée.

Les titulaires de l'accord-cadre initial sont tenus de déposer une offre conforme, notamment aux clauses, délais maximums et prix fixés à l'accord-cadre initial, à chaque consultation dans le délai requis.

Les titulaires devront faire apparaître clairement dans chacune de leur réponse à un marché subséquent, le pourcentage de remise catalogue accordée par mobilier proposé.

Contenu de l'offre :

Lors de la remise en concurrence des prestations par marché subséquent, les titulaires de l'accord-cadre initial seront invités à remettre une offre financière et technique, pouvant être composée comme suit :

-Offre financière constituée d'un devis détaillé reprenant les prix du bordereau de prix et/ou prix des produits catalogues.

-Offre technique composée notamment des fiches techniques des mobiliers et équipements divers proposés, plan d'implantation, conception 2D et/ou 3D, service après-vente, garantie, pérennité des produits etc...

-Le délai de livraison et d'installation qui ne peut excéder le délai de livraison et installation maximum sur lequel chaque titulaire s'est engagé lors de la remise de son mémoire technique de l'accord-cadre initial ;

- Le délai de garantie des équipements et mobiliers « hors standard » (qui ne peut être inférieur à un an - cf. article 9.6 du présent CCAP) ;

- Le délai de pérennité des équipements et mobiliers « hors standard » (qui ne peut être inférieur à deux ans - cf. article II du CCTP).

Etant précisé qu'en cas de détermination d'un délai maximum ou d'une date de livraison et d'installation au plus tard par le représentant de l'acheteur (dans le respect du délai maximum sur lequel s'est engagé le titulaire), les titulaires

ne pourront pas proposer un délai d'exécution ou une date de livraison qui l'excède. A défaut, l'offre sera considérée comme irrégulière.

Les offres devront parvenir au service demandeur, aux noms et coordonnées indiqués dans le Cahier des Charges, ainsi que selon les formes et modalités qui sont indiquées dans la lettre de consultation.

En cas d'acceptation de l'offre du titulaire (soit hors cas de déclaration sans suite de la procédure de passation du marché subséquent concerné), le représentant du pouvoir adjudicateur transmet le marché subséquent (sous la forme d'un bon de commande) au titulaire.

14.2.3. Passation et attribution des marchés subséquents :

Le représentant du pouvoir adjudicateur éliminera les offres inappropriées, inacceptables et celles qui demeurent irrégulières.

L'offre sera considérée irrégulière en cas de :

- modification, rajout, retrait, surcharge des documents de la consultation, qui constituent les exigences minimales à respecter ; il ne peut être émis de réserves.
- absence de chiffrage, chiffrage partiel, ajout de prix.

A titre d'exemple, est considérée comme irrégulière une offre qui ne respecte pas les prix de l'accord-cadre initial soit :

- Les prix plafonds de l'accord-cadre initial, tels que fixés dans le BPU – un ou plusieurs prix concernés,
- Et/ou le taux de remise consenti sur le ou les catalogues pour le mobilier, tel que fixé au BPU,
- Et/ou les prix du ou des catalogues (prix publics) pour le mobilier – un ou plusieurs prix concernés.

Ou une offre dont le délai d'exécution ou la date de livraison qui excède le délai maximum ou la date de livraison et d'installation au plus tard fixée par le représentant de l'acheteur (dans le respect du délai maximum sur lequel s'est engagé le titulaire).

Le représentant de l'acheteur **pourra** autoriser (simple faculté) le ou les titulaires concernés à régulariser une offre irrégulière, dès lors que celle-ci n'est pas anormalement basse. Le ou les titulaires concernés devront transmettre les documents modifiés au représentant de l'acheteur par voie électronique dans un délai approprié qui sera indiqué dans la demande de régularisation.

L'accord-cadre étant passé selon la procédure formalisée (article R2124-2-1° du code de la commande publique - appel d'offres ouvert), les négociations ne sont pas autorisées dans le cadre des marchés subséquents.

Dans le cas où, dans le cadre d'une consultation pour la passation d'un marché subséquent, l'offre (lots 1 et 2) ou l'ensemble des offres (lot 3) remises par les titulaires ne respectent pas stipulations contractuelles de l'accord-cadre initial, l'acheteur se réserve la possibilité d'appliquer la clause de non-exclusivité prévue à l'article 4.4 du présent CCP.

Le cas échéant, l'acheteur informera l'ensemble des soumissionnaires ayant remis une offre de l'abandon de la procédure au motif du non-respect des stipulations contractuelles de l'accord-cadre initial, et qu'il souhaite user de sa faculté de mettre en œuvre la clause de non-exclusivité.

L'offre ainsi présentée ne lie le titulaire que si son acceptation est décidée dans un délai de 3 mois à compter de la date limite de remise de l'offre fixée dans la lettre de consultation.

Si le titulaire ne présente pas d'offre, il devra le signaler par courriel au représentant du pouvoir adjudicateur, selon les prescriptions de l'article 4.4 du présent CCP. A défaut de justification, le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de résilier l'accord-cadre initial, dans les conditions fixées au présent CCP.

Le représentant du pouvoir adjudicateur demandera au titulaire de l'accord-cadre initial de compléter son offre initiale pour répondre au besoin défini par chaque marché subséquent en fournissant les pièces qui sont requises dans la demande. Ce complément ne peut toutefois avoir pour effet de modifier substantiellement les caractéristiques de l'offre retenue pour l'attribution de l'accord-cadre initial. En aucun cas, ce complément ne peut avoir pour effet de modifier substantiellement l'accord-cadre initial.

Le pouvoir adjudicateur pourra, à tout moment, ne pas donner suite à la procédure pour des motifs d'intérêt général, sans ouvrir droit à indemnité. Le cas échéant, le pouvoir adjudicateur informera sans délai les candidats ayant participé à la procédure de la décision de ne pas donner suite, en précisant les motifs.

Les marchés subséquents seront conclus en euros.

Tous les documents, factures, modes d'emploi doivent être rédigés en français. Si la documentation est rédigée dans une autre langue, elle doit s'accompagner d'une traduction en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'union européenne sans avoir d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA et a droit à ce que l'administration lui communique un numéro fiscal.

14.2.4. Durée et délais d'exécution des marchés subséquents :

Pour l'ensemble des lots :

Pour chaque lot, le délai d'exécution maximum (livraison et installation) est indiqué dans le mémoire technique du titulaire et sera précisé dans chaque marché subséquent. Etant précisé que chaque titulaire s'est engagé lors du dépôt de son offre technique de l'accord-cadre initial sur des délais maximums, qui constituent des maximums impératifs que les titulaires ne peuvent dépasser dans le cadre de la passation des marchés subséquents. Ce délai d'exécution démarre à compter de la réception du marché subséquent (prenant la forme d'un bon de commande).

Pour le lot 2 : Le délai d'exécution (livraison et installation) maximum du matériel test est précisé dans le mémoire technique du titulaire et démarre à compter de la réception de la demande par courriel. Etant précisé que le titulaire s'est engagé lors du dépôt de son offre technique de l'accord-cadre initial sur des délais maximums, qui constituent des maximums impératifs que le titulaire ne peut dépasser dans le cadre de la passation des marchés subséquents.

La conclusion des marchés subséquents ne peut se faire que pendant la durée de validité de l'accord-cadre.

La durée d'exécution d'un marché subséquent ne peut se prolonger au-delà de la date limite de validité fixée dans ce dernier.

Les délais d'exécution des marchés subséquents sont déterminés dans les documents particuliers des marchés subséquents.

14.2.5. Pièces à fournir par le titulaire du marché subséquent :

Si les documents fournis au moment de l'attribution de l'accord-cadre initial ne sont plus valables, le titulaire devra remettre les pièces suivantes dans un délai de 5 jours francs à compter de la date d'envoi de la demande :

- 1° Les certificats et attestations des articles R.2143-6 à R.2143-10 et R.2143-16 du Code de la commande publique,
- 2° Les pouvoirs de la personne habilitée à engager le candidat,
- 3° Le contrat de mise à disposition complété et signé,
- 4° En cas de groupement, l'habilitation du mandataire par les cotraitants. Celle-ci peut être signée électroniquement (par tous les cotraitants à l'aide d'un certificat électronique valable) ou peut être signée de manière manuscrite, puis

scannée pour une transmission électronique. Dans ce cas, le mandataire devra pouvoir produire sans délai l'original papier en cas de sollicitation.

Si le titulaire de l'accord-cadre initial auquel il est envisagé d'attribuer le marché public subséquent est établi dans un Etat autre que la France, et afin de satisfaire au paragraphe ci-dessus, celui-ci doit produire un certificat établi par les autorités judiciaires ou administratives compétentes de son pays d'origine ou d'établissement. Lorsqu'un tel certificat n'est pas délivré par le pays concerné, il peut être remplacé par une déclaration sous serment, ou, dans les Etats où un tel serment n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant l'autorité judiciaire ou administrative compétente, un notaire ou un organisme professionnel qualifié du pays.

Le pouvoir adjudicateur exige que les documents visés au présent article non rédigés en langue française soient accompagnés d'une traduction en français.

14.2.6. Modalités d'exécution des marchés subséquents

Les fournitures seront livrées et installées conformément au délai de livraison et d'installation indiqué par le titulaire du marché subséquent dans son offre pour le marché subséquent, dans le respect du délai de livraison et d'installation maximums fixés dans son offre technique de l'accord-cadre initial et seront exécutées conformément aux prescriptions du cahier des clauses techniques particulières du marché subséquent et de l'accord-cadre initial.

Les délais d'exécution courent à compter de la réception du marché subséquent (prenant la forme d'un bon de commande).

L'exécution des prestations se fait au fur et à mesure et dans les conditions fixées par les commandes. Les marchés subséquents (sous la forme de bons de commande) sont envoyés par mail ou courrier avec accusé réception.

Dès réception marché subséquent (prenant la forme d'un bon de commande) par le titulaire, celui-ci doit en accuser réception sans délai et doit, à cet effet, communiquer au représentant de l'acheteur :

- la date de réception du marché subséquent (prenant la forme d'un bon de commande)
- le cas échéant, le numéro d'enregistrement interne du titulaire, du marché subséquent (prenant la forme d'un bon de commande)
- toute autre information utile pour la bonne exécution du marché subséquent (prenant la forme d'un bon de commande), notamment erreurs ou omissions décelées.

Cette communication au représentant de l'acheteur est effectuée par écrit, idéalement par courriel.

Les marchés subséquents (prenant la forme d'un bon de commande) indiquent au minimum :

- nom et adresse du titulaire,
- numéro et date du contrat,
- numéro et date du bon de commande,
- numéro de l'engagement juridique,
- lieu de réalisation des prestations,
- adresse de facturation si elle diffère de celle prévue au contrat,
- désignation et quantités des prestations à réaliser,
- délais maximaux de réalisation des prestations,
- montant total hors taxes de la commande,
- taux et montant de la TVA,
- montant total TTC.

En cas de non-respect des dispositions contractuelles propres au marché subséquent (tel que les délais contractuels), le titulaire concerné s'expose à l'application des pénalités prévues au présent accord-cadre initial (article 11).

S'agissant de la garantie : application de l'article 9.6 du présent CCAP.

S'agissant de la pérennité : application de l'article II du CCTP.

14.2.7. Prix des marchés subséquents – modalités de variation des prix des marchés subséquents :

Application de l'article 6.1 du présent CCAP.

Il est rappelé que les prix fixés à l'accord-cadre initial constituent le plafond des prix proposés par le titulaire lors de chaque marché public subséquent.

Les titulaires devront faire apparaître clairement dans chacune de leur réponse à un marché subséquent, le pourcentage de remise catalogue accordé par mobilier proposé.

Les marchés subséquents seront conclus à prix ferme et définitif durant leur période d'exécution.

Modalités de variation des prix des marchés subséquents :

Les modalités de révision des prix des marchés subséquents seront définies dans chaque marché public subséquent en fonction de son montant et de sa durée.

14.3. Fin des marchés subséquents :

La date de résiliation est celle mentionnée à la décision. Les éventuelles modalités d'indemnisation seront prévues au marché subséquent, selon la nature de celui-ci. A défaut, les dispositions de l'article 12.2 du présent CCP s'appliquent.

Dans les conditions prévues à l'article 41 du CCAG-FCS, le représentant de l'acheteur peut résilier pour faute le marché public subséquent sans indemnité, avec possibilité d'une exécution aux frais et risques du titulaire du marché public subséquent, conformément à l'article 45 du CCAG-FCS.

L'inexactitude des documents et renseignements ou le refus de produire les pièces prévues aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du Code de la commande publique, sera sanctionné par la résiliation du marché public subséquent, sans indemnités, aux torts du titulaire du marché public subséquent, après mise en demeure de produire lesdits documents et renseignements.

Si, dans le cadre du dispositif d'alerte prévu à l'article L.8222-6 du Code du travail, le titulaire du marché public subséquent n'a pas donné suite à la mise en demeure de régulariser sa situation dans un délai prévu par décret en Conseil d'Etat, le représentant du pouvoir adjudicateur pourra résilier le marché public subséquent, sans indemnités, aux frais et risques du titulaire du marché public subséquent, dans les conditions visées ci-dessus.

Dans tous les cas de résiliation, le titulaire du marché public subséquent est tenu d'exécuter les prestations en cours.

Quelle que soit la cause de la résiliation, il est procédé à une liquidation des comptes au regard des prestations déjà effectuées à la date de la résiliation ; les sommes restant dues sont immédiatement exigibles et sont réglées dans le délai de paiement visé au présent CCP, au vu de la demande de paiement correspondante

Articles du CCP dérogeant au CCAG	Articles du CCAG auxquels il est dérogé

